

## Déjeuner du Cercle des Réseaux Européens autour d' Olivier Guersent, Chef de cabinet du commissaire Michel Barnier Commission européenne

- Décembre 2012 -

*Les membres du Cercle des réseaux européens se sont réunis pour un déjeuner-débat autour de Monsieur Olivier Guersent, chef de cabinet du commissaire Michel Barnier, afin d'évoquer les enjeux d'actualité pour l'UE concernant le marché intérieur et les services financiers. Les discussions se sont notamment articulées autour des dernières initiatives dans le domaine des services financiers, les leviers de croissance identifiés dans l'Acte pour le marché unique (entre autres marchés publics et concessions) et l'agenda numérique. De façon plus générale, M. Guersent a dressé un panorama des actualités prioritaires, notamment les perspectives financières à horizon 2014-2020.*

### 1. Panorama des grandes actualités

Olivier Guersent a commencé par faire le point sur les grandes actualités européennes pour l'année 2013. Le budget de l'UE et les perspectives financières à horizon 2014-2020 sont prioritaires. Un des grands enjeux, crucial en ces temps de crise, est de trouver un accord entre Etats membres sur les priorités d'investissements de l'UE. Quelles ressources allouer au développement des infrastructures (notamment le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe), à l'heure où il reste essentiel de garantir l'autonomie agricole de l'Union. Les responsables politiques de l'UE n'ayant pu trouver un accord en novembre, une nouvelle réunion sur le cadre budgétaire pluriannuel sera organisée sous la présidence irlandaise. Une fois que les chiffres globaux auront été convenus, l'Irlande s'attaquera à la répartition du budget entre les différents secteurs politiques.

Les mesures visant à redynamiser l'économie européenne et accélérer la sortie de crise sont au centre des actions du commissaire Barnier. Dans ce cadre des efforts considérables seront investis dans la poursuite de l'intégration européenne en matière de politiques économiques, monétaire et budgétaire. C'est la mise en place de l'union bancaire qui dominera l'agenda de 2013. La sortie de l'euro n'est pas une option envisageable, cela aurait un effet catastrophique pour tout le monde.



Olivier Guersent est chef de cabinet de Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services financiers, depuis février 2010.

Au sein du cabinet, il est responsable de la gestion, organisation et direction générale du cabinet ainsi que des relations avec le Conseil.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux en 1983, il rejoint en 1984 la Direction Générale de la Concurrence de La Consommation et de la Répression des Fraudes au Ministère de l'Economie et des Finances où il réalise de nombreuses enquêtes pour le Conseil de la Concurrence. En 1992, il intègre la "Merger Task Force" au sein de la DG Concurrence de la Commission Européenne.

Au sein de cette institution, il alterne pendant 18 ans des postes au cabinet de différents Commissaires européens (successivement Karel Van Miert, Michel Barnier et Neelie Kroes) et dans les services de la DG Concurrence (successivement Chef d'Unité Adjoint en charge des Cartels, Chef d'Unité en charge de la politique générale et de la coordination des cas, Chef d'Unité "contrôle des concentrations", Directeur ad interim de la Direction "Transports, postes et autres services" et Directeur de la Direction "lutte anticartels".

Marié et père de trois enfants, Olivier Guersent est membre du Conseil d'administration de l'association Arémis qui fournit des soins à domicile à des malades en fin de vie dans la région de Bruxelles. Il intervient de manière régulière dans le cadre de formations universitaires de troisième cycle, notamment à l'université d'Aix-Marseille.

## 2. Agenda Barnier

### ➤ Services financiers

La mise en place de l'Union bancaire dominera l'agenda de Michel Barnier pour 2013. L'objectif premier que poursuit le commissaire est de stabiliser la zone euro. Quatre mesures majeures doivent être entreprises dans ce cadre :

- Des normes harmonisées appliquées par des superviseurs uniques
- La création de l'Autorité bancaire européenne
- Un fonds commun en tant que *back up*

La Commission européenne a mené récemment une vaste consultation sur la question du *shadow banking*. Ses services travaillent actuellement sur d'éventuelles réformes de structure du secteur bancaire, à la suite de la remise du rapport Liikanen. Ils engageront dans les mois qui viennent une réflexion sur la capacité du système financier au sens large à canaliser l'épargne vers des projets de long terme.

Toujours dans le domaine des services financiers, un troisième volet, sur lequel la DG MARKT se focalisera est lié aux actions concernant la protection des consommateurs en la matière.

Par ailleurs, pour M. Guersent la gestion de la liquidité des banques est essentielle pour garantir la stabilité de ces acteurs. C'est en améliorant le marché unique des services financiers, et notamment en proposant des règles communes pour les 8.000 banques de l'UE, que l'UE met en œuvre les engagements du G20 dans l'ensemble de l'Europe et qu'elle montre l'exemple à l'échelle mondiale – en particulier l'initiative dite "CRD IV" sur les fonds propres des banques, qui devrait être adoptée prochainement et qui fera de l'Europe le premier continent à appliquer les accords de Bâle III.

### ➤ Acte pour le marché unique II

A côté du secteur financier, l'UE a aussi besoin de plus de règles pour impulser les réformes structurelles nécessaires à l'économie européenne. C'est l'objectif de l'Acte pour le marché unique, présenté en avril 2011, et qui comprend notamment la construction d'un véritable marché unique numérique et la pleine application des règles en matière de la libre circulation des services. Il est clair que le marché unique, 500 millions de consommateurs et 22 millions d'entreprises, est l'un des meilleurs atouts de l'UE pour retrouver la croissance. S'agissant des initiatives phares annoncées dans le cadre de l'Acte pour le marché unique I et II, elles devraient être toutes proposées d'ici la fin de 2013.

### ➤ Marché unique numérique

Olivier Guersent a également insisté sur l'importance du marché unique numérique, avec notamment le développement du commerce électronique. La Commission estime que trop d'Européens n'ont pas accès aux réseaux à haut débit, ou se heurtent à l'impossibilité de faire leurs achats sur les sites d'autres pays européens, à cause de problèmes de paiements en ligne et de livraison. Pourtant, au-delà des bénéfices pour les consommateurs, un véritable marché unique numérique permettrait à de nombreuses PME européennes de passer d'un marché physique de quelques milliers de clients à un marché numérique de 500 millions de consommateurs. Ce serait aussi une opportunité pour l'ensemble de l'économie européenne, quand on sait que, dans certains pays, l'économie numérique crée 2,6 emplois pour chaque emploi détruit dans l'économie "hors ligne".

## 3. Discussions avec les membres du Cercle

Les débats avec les membres du Cercle se sont notamment articulés autour des sujets liés à la compétitivité de l'UE, avec entre autres l'initiative du commissaire Tajani (industrie et entrepreneuriat) sur une politique industrielle européenne et le règlement sur la réciprocité en matière de marchés publics. La réforme actuelle de la commande publique, en particulier le projet de directive sur l'attribution de contrats de concessions a aussi suscité de vifs débats.